

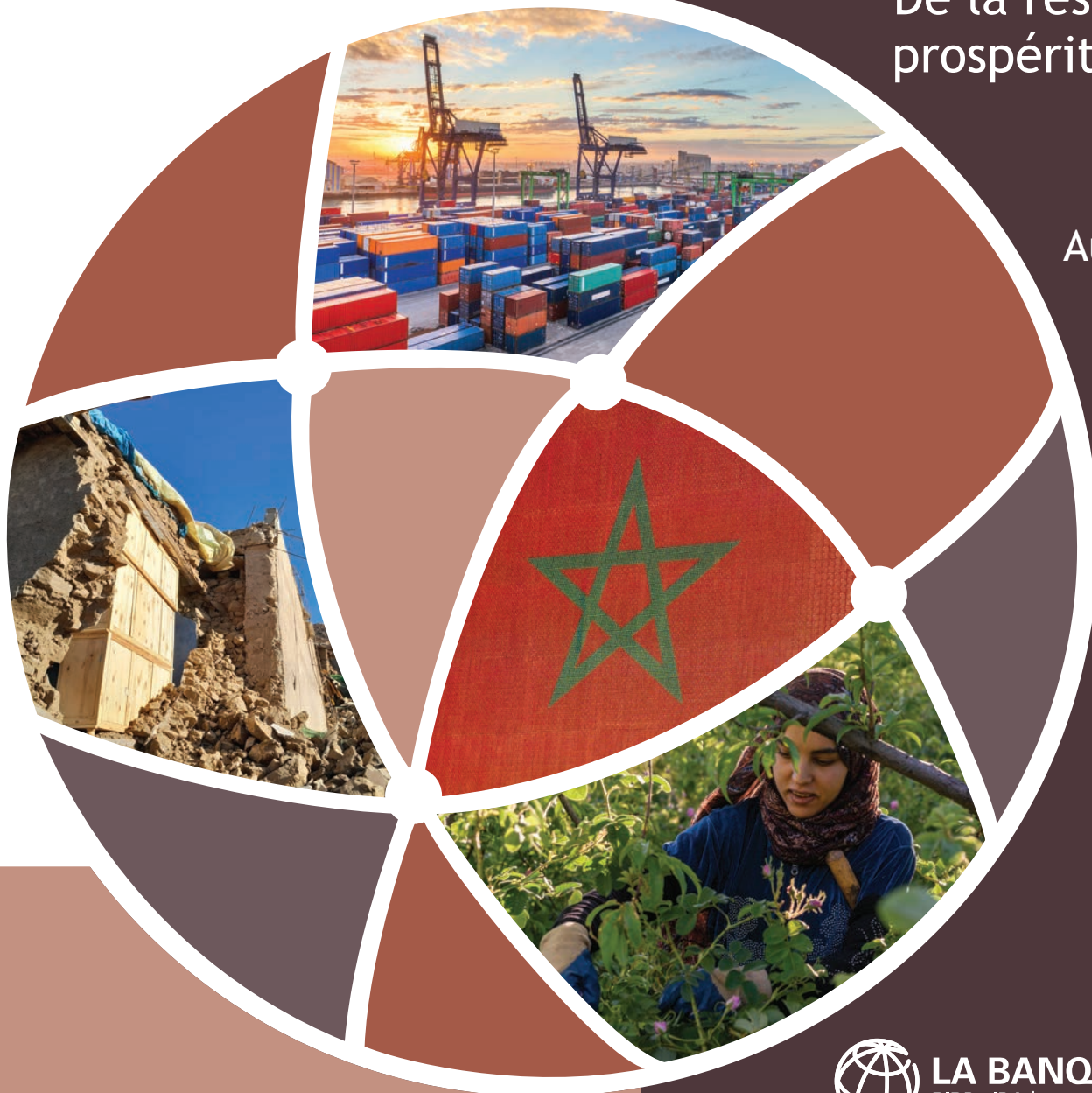
**MAROC**



# RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ECONOMIQUE

De la résilience à la  
prospérité partagée

Automne 2023



**LA BANQUE MONDIALE**  
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
Moyen-Orient et Afrique du Nord



# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

**L'**économie marocaine se redresse. Suite à un ralentissement marqué en 2022, dû à divers chocs climatiques et sur les matières premières survenus de manière concomitante, la croissance économique a repris son élan, atteignant 2,9 % au cours du premier semestre 2023 principalement grâce aux services et aux exportations nettes. L'inflation a baissé de moitié entre février et août 2023, mais l'inflation alimentaire reste élevée. La baisse des prix des matières premières a également contribué à une réduction temporaire du déficit du compte courant. La réponse aux crises récentes et la réforme en cours des systèmes de santé et de protection sociale exercent des pressions sur les dépenses publiques. Cependant, le gouvernement parvient à réduire progressivement le déficit budgétaire.

**La croissance devrait continuer à se raffermir à moyen terme.** Après avoir augmenté de 2,8 % en 2023, la croissance du PIB réel devrait atteindre 3,1 % en 2024, 3,3 % en 2025 et 3,5 % en 2026, la demande intérieure se remettant progressivement des chocs récents. L'amélioration récente du déficit du compte courant devrait s'inverser à mesure que les prix de l'énergie rebondissent et qu'une demande intérieure plus dynamique alimente les importations. Le déficit budgétaire devrait continuer à diminuer progressivement et atteindre 3,6 % du PIB en 2025, à condition que la réforme fiscale et celle de la Caisse de Compensation continuent d'être mises en œuvre

avec succès. Cela permettrait de stabiliser le taux d'endettement du Maroc.

**Le récent tremblement de terre d'Al Haouz en septembre dernier a eu des conséquences humaines et matérielles dévastatrices, localisées principalement dans les communautés montagneuses isolées, mais il est peu probable qu'il ait des impacts macroéconomiques majeurs.**

Près de 3 000 personnes ont perdu la vie, 60 000 bâtiments ont été détruit, dont plus de 500 écoles situées pour la plupart dans les provinces rurales d'Al Haouz, Chichaoua et Taroudant, tandis que les grands centres urbains ont été largement épargnés. Bien que cette catastrophe perturbe inévitablement les activités économiques locales et les moyens de subsistance, ses effets au niveau macro seront limités car les zones les plus touchées ne représentent qu'une part modeste du PIB du Maroc. En réponse à la catastrophe, le gouvernement a fourni une assistance financière aux ménages affectés et a mis en place un nouveau plan de développement ambitieux pour les provinces du Haut Atlas, visant à favoriser une croissance plus inclusive à moyen et long terme. En fonction de son mode de financement, la mise en œuvre de ce plan pourrait exercer une pression supplémentaire sur les finances publiques.

**Illustrant la résilience externe du Maroc, le pays a réussi à répondre de manière efficace aux chocs récents.** Le séisme d'Al Haouz du 8 septembre

est le dernier d'une série de chocs qui a frappé le Maroc depuis la pandémie de COVID19. Les autorités ont fait preuve d'une forte capacité à faire face à ces perturbations, comme en témoignent la réponse humanitaire apportée au séisme et le plan de développement ambitieux proposé par les autorités pour libérer le potentiel de développement des provinces les plus affectées. On peut également noter d'autres indicateurs illustrant la résilience extérieure du Maroc notamment: une demande extérieure robuste (et croissante) pour les biens et services du pays malgré le ralentissement de l'économie mondiale; la vigueur des flux d'IDE, de plus en plus orientés vers le secteur manufacturier, suggérant que le Maroc pourrait tirer parti du processus actuel de délocalisation; l'émergence de diverses niches industrielles modernes étroitement liées aux chaînes de valeur mondiales, en partie alimentées par des investissements stratégiques tels que la construction du port de Tanger-Med; et le maintien de l'accès de l'État aux marchés financiers internationaux malgré le resserrement actuel des conditions financières mondiales.

**Mais l'impact de ces chocs sur le bien-être intérieur reste prononcé.** Les indicateurs de confiance des ménages continuent de se dégrader et ont atteint un niveau historiquement bas, avec 87,3 % des personnes interrogées ont déclaré au deuxième trimestre 2023 que leur qualité de vie s'est détériorée au cours de l'année précédente. Le PIB par habitant n'a pas encore retrouvé ses niveaux pré-pandémie et les dépenses de consommation finale par habitant se situent à peu près au même niveau qu'en 2019. Ces statistiques globales qui dissimulent le fait que l'inflation alimentaire frappe de manière disproportionnée les personnes pauvres et les personnes vulnérables. Une grande partie des femmes et des jeunes reste exclue du marché du travail, avec des baisses des taux d'activité. Les pertes d'emploi se poursuivent dans les zones rurales, les activités agricoles souffrent de la sécheresse pluriannuelle qui a débuté en 2019. Le tremblement de terre d'Al Haouz a également mis en lumière des poches de pauvreté persistantes dans les zones rurales, dont bon nombre ont peu bénéficié des profondes transformations économiques observées ailleurs au Maroc au cours des deux dernières décennies.

**Des réformes supplémentaires sont nécessaires pour tirer parti de la résilience extérieure du Maroc et stimuler la prospérité.** Le taux de croissance potentiel de l'économie marocaine a considérablement diminué depuis les années 2000 et est actuellement estimé à 3,6 %, soit en dessous de la moyenne des marchés émergents et des économies en développement. La concrétisation d'un tel taux de croissance dans les années à venir serait nettement insuffisante pour atteindre les objectifs ambitieux fixés par le Nouveau Modèle de Développement. Les autorités marocaines sont conscientes de ce défi et ont lancé des réformes ambitieuses pour améliorer le capital humain et inciter les investissements privés. Cependant, ces réformes risquent de ne pas produire le décollage économique souhaité tant que d'autres contraintes microéconomiques cruciales à la croissance ne sont pas résolues. Le Maroc doit encore approfondir les réformes visant à éliminer les obstacles réglementaires et institutionnels entravant la concurrence, tout en ralentissant la réallocation des facteurs de production vers des entreprises et des secteurs plus productifs. Par ailleurs, l'évaluation des politiques et des réformes en cours de mise en œuvre sera essentielle pour s'assurer qu'elles produisent les résultats escomptés, nécessitant un accès étendu aux données, un aspect en cours d'élaboration au Maroc.

**L'augmentation de la participation des femmes au marché du travail (PFMT) aurait des retombées économiques et sociales importantes.** Les données internationales montrent que l'égalité des genres n'est pas seulement une question de justice sociale et de droits humains, mais aussi un puissant moteur de développement socio-économique. Dans ce contexte, la faiblesse et le déclin du taux d'activité des femmes au Maroc constituent une occasion manquée significative et un obstacle à l'augmentation de la production et de la croissance potentielle. Les simulations de la Banque mondiale indiquent que la réalisation des objectifs du Nouveau Modèle de Développement avec un taux d'activité des femmes de 45 %, pourrait accroître la croissance de près d'un point de pourcentage par an, et réduire les inégalités de 1 à 2 points de Gini. De plus, l'autonomisation économique des femmes aurait des effets

d'entraînement plus larges, tels que l'augmentation des investissements dans le capital humain pour les enfants d'aujourd'hui.

**Bien que plusieurs réformes ambitieuses aient déjà été entreprises, un changement de paradigme est encore nécessaire pour renforcer l'autonomisation économique des femmes marocaines.**

Cet effort doit cibler les contraintes spécifiques auxquelles sont confrontées les femmes dans différents contextes. Dans les zones rurales, Cela implique notamment de résoudre les problèmes de mobilité et d'accroître l'inclusion financière et numérique pour per-

mettre aux femmes de se lancer dans des activités productives en dehors du foyer. Dans les zones urbaines, où le travail salarié est plus répandu, il est essentiel de promouvoir des conditions de travail favorables aux femmes. Des contraintes transversales doivent également être prise en compte, notamment en améliorant l'offre d'opportunités économiques, en créant un environnement propice permettant aux femmes de saisir ces opportunités, particulièrement par le biais de nouvelles réformes juridiques, fournissant des options de garde d'enfants acceptables et abordables, et en transformant les normes sociales traditionnelles.



**LA BANQUE MONDIALE**

1818 H Street, NW  
Washington, DC 20433